

85 enfants pourraient bientôt être mis à la rue

■ Le Délégué aux droits de l'enfant croit à la possibilité d'une solution négociée.

D'ici une semaine, 105 personnes, dont pas moins de 85 enfants pourraient se retrouver dans la rue à Bruxelles. L'accueil du Samu social réservé aux familles avec enfants, situé rue du Trône, fermera ses portes le 30 juin, a indiqué jeudi le cabinet du bourgmestre d'Ixelles Willy Decourty. Cette annonce, choquante, n'a pourtant rien d'une surprise. Le 1er avril, les ministres de la Cocom Evelyne Huytebroeck et Brigitte Grouwels avaient décidé de prolonger le plan hiver de trois mois afin de pouvoir trouver des solutions pour les familles hébergées dans les centres.

Au 1er juillet, les familles devront donc avoir quitté l'établissement où elles séjournent depuis huit mois et où elles bénéficiaient d'un accompagnement psychosocial, de consultations paramédicales, de repas chauds et d'un accès aux sanitaires. Fragilisées et isolées, ces familles, dont la plupart sont des migrants ou des Roms, n'auront

d'autre choix que de vivre dans la rue.

Les mêmes seront là au début de l'hiver

"Il y a une terrible incohérence", pointe Bernard De Vos, Délégué général aux droits de l'enfant en Fédération Wallonie-Bruxelles. "On a prolongé l'hébergement de ces familles pour qu'elles puissent se stabiliser, effectuer les démarches administratives nécessaires à leur régularisation et entamer des recherches d'emploi, passage obligé pour devenir indépendantes. Sans adresse, sans domicile, il sera impossible pour elles de poursuivre leur insertion dans la société. Aujourd'hui, 90 % des enfants au Samu social sont scolarisés. Quand ils seront dans la rue, ils n'iront plus à l'école."

Outre la barbarie de laisser des enfants sans abri, Bernard De Vos y voit aussi un énorme gâchis financier. *"Les familles qu'on met dans la rue aujourd'hui seront les premières devant la porte de l'accueil hivernal dans quelques mois", martèle celui qui plaide pour une solution permanente, à savoir*

un lieu d'accueil ouvert toute l'année. "L'été dernier plusieurs familles avec des enfants avaient dû camper dans le Parc Maximilien dans des conditions déplorables, dormant à la belle étoile et faisant

leurs besoins dans les buissons", rappelle-t-il.

D'autres lieux d'accueil vont fermer

À une semaine de l'échéance, la situation est d'autant plus alarmante que d'autres familles se retrouveront prochainement face aux mêmes difficultés. Le bâtiment de l'ULB qui accueille depuis trois ans des familles roms, ainsi que plusieurs logements supervisés par la FEBUL s'approprient à fermer leurs portes.

Bernard De Vos garde pourtant espoir. *"Une solution négociée est possible. Les contacts que j'ai eus avec le gouvernement en affaires courantes et la majorité qui va lui succéder ont été plutôt positifs."* En novembre dernier, le gouvernement avait approuvé la création d'une Task Force pour répondre aux défis des populations en errance. *"La volonté y est, il faut à présent une solution concrète."*

Valérie Gillioz

"Quand ces enfants seront dans la rue, ils n'iront plus à l'école."

BERNARD DE VOS

Délégué général
aux droits de l'enfant.